

présent, c'est-à-dire acquérir pour le Canada les ogives nucléaires qu'exigeaient les systèmes défensifs achetés pour nos forces armées afin qu'elles puissent remplir les engagements pris au nom de notre pays. Deuxièmement, revoir les programmes d'achat de matériel non remplis. Troisièmement, déterminer une politique de défense à long terme pour le Canada.

● (4.30 p.m.)

En ce qui concerne la première de ces choses, les députés se souviendront qu'un traité bilatéral conclu avec les États-Unis permettrait d'entreposer des ogives nucléaires destinées aux armes dont nos troupes avaient été munies et pour lesquelles elles recevaient une formation spéciale. Des accords techniques ont été conclus entre les forces armées de nos deux pays. Certains projets de construction ont été exécutés et tous ces systèmes d'armes sont finalement devenus complètement opérationnels.

La remise à l'étude du programme d'équipement actuel comportait une étude des besoins militaires, des considérations d'ordre budgétaire et, troisièmement, sans doute l'aspect le plus important, de leurs répercussions possibles sur notre politique de défense future. Certains programmes ont dû être abandonnés parce qu'ils cadraient mal avec nos projets d'avenir ou comportaient des défauts techniques ou que, dans certains cas, l'efficacité ne justifiait pas les dépenses encourues. Dans d'autres cas, nous avons décidé de maintenir les programmes déjà entrepris et en voie de réalisation au moment du changement de gouvernement.

Pendant tout le temps qu'on s'occupait de ces deux questions, l'on préparait la rédaction d'un plan à long terme pour la défense du Canada. On a établi des groupes d'étude qui comprenaient des représentants de la marine, de l'armée, de l'aviation, du personnel du sous-ministre et du Conseil de recherches pour la défense. Ces études portaient sur une gamme étendue d'activités, notamment sur l'histoire militaire du Canada, sur les changements survenus depuis dix ans dans la technique des armes, une évaluation des changements vraisemblables de la technique au cours des dix années suivantes, un regard sur la situation politique dans le monde et des conjectures sur les événements susceptibles de se produire parmi les peuples de l'univers au cours des décennies à venir. Il y avait en outre une évaluation de la situation stratégique mondiale.

Il est difficile de formuler des pronostics politiques parce qu'on ne possède pas le don
[L'hon. M. Hellyer.]

infaillible de prophétie. Mais il faut établir des hypothèses pour y baser des plans. Ces hypothèses ont été énoncées en définitive dans le Livre blanc publié en 1964.

L'aspect capital du projet exposé dans le Livre blanc montrait la situation stratégique qui existait alors. A cet égard, absolument aucune divergence d'opinions. Tous les chefs et membres d'état-major qui l'ont étudié ont convenu à l'unanimité qu'actuellement la forme de guerre la moins probable est une guerre totale thermonucléaire. Par contre, la forme de guerre la plus probable est une continuation des petites guerres, émeutes, insurrections, et renversements du gouvernement civil, tous genres de conflits qui n'ont presque jamais cessé et qui durent depuis que la Seconde Guerre mondiale a pris fin, il y a 20 ans.

Chaque camp, dans la guerre froide, soit les États-Unis et l'URSS, possède une force de frappe thermonucléaire suffisante pour que, même après le déclenchement d'une attaque sournoise par l'un d'eux, l'autre puisse riposter, à partir de bases solides et dispersées, avec une puissance suffisante pour anéantir les régions industrielles de l'agresseur. Ce genre d'attaque serait donc irrationnel. On ne saurait concevoir d'objectif politique justifiant une conflagration aussi immense, qui ferait, en vingt-quatre heures, de 150 à 300 millions de morts et de blessés, suivant la situation existante.

Ainsi, du point de vue rationnel, il est très peu probable qu'une conflagration de ce genre ait lieu au cours de ces dix années. Cela ne veut pas dire qu'elle ne pourrait être déclenchée par erreur ou folie, mais cela est très peu probable, et certainement pas du point de vue rationnel. On a pris des mesures pour diminuer les possibilités d'erreur. On a installé un téléphone «rouge» entre Washington et Moscou afin de pouvoir vérifier, au niveau administratif le plus élevé, les intentions de l'autre partie au cas où se produirait un incident au sujet duquel une des parties ne serait pas sûre des intentions exactes de l'autre.

La seule autre réserve qu'il y aurait lieu de formuler à l'égard de cette appréciation stratégique, c'est qu'elle était seulement tant que l'équilibre stratégique était maintenu, tant que durait l'impasse thermonucléaire. Cela exige évidemment que nous, de l'Ouest, gardions une force de dissuasion efficace, grâce à laquelle il serait malavisé de la part de l'Union soviétique de se lancer dans une aventure de ce genre.

D'autre part, il peut certainement arriver qu'on puisse quelque part dans le monde at-